

AKTUELL



LICENCIEMENTS CHEZ AMAZON

Cynisme et résignation

Fabien Grasser

En annonçant 470 licenciements, Amazon engage le plus important plan social de ces dernières années au Luxembourg. La plateforme se justifie par ses investissements dans l'intelligence artificielle. Les syndicats dénoncent la « cupidité de l'entreprise » aux profits record. Tout à sa volonté de faire les yeux doux aux géants américains de la tech, le gouvernement est dans l'embarras.

C'est une illustration de la soumission du politique à la toute-puissance des multinationales : devant les députés, Georges Mischo a raconté comment la direction luxembourgeoise d'Amazon a refusé de le rencontrer lundi 24 novembre, car « c'était la Black Week et ils n'avaient pas le temps ». Le rendez-vous a eu lieu quatre jours plus tard. « Dont acte », a commenté le ministre CSV du Travail devant la Chambre, ce mardi 2 décembre. Amazon a confirmé au ministre le licenciement progressif de 470 personnes à partir du 1er janvier, soit plus de 10 % de ses effectifs locaux. Avec 4.370 employé·es, la société, qui a longtemps dissimulé le nombre réel de ses salarié·es au Luxembourg, est le quatrième employeur du pays. Face à Georges Mischo, Amazon a immédiatement fermé la porte à un plan de maintien dans l'emploi. Le ministre du Travail s'en remet donc à l'Adem, à qui il demande de mobiliser les moyens nécessaires pour accompagner les futures licencié·es. Cynisme d'un côté, résignation de l'autre.

En octobre, le groupe fondé par Jeff Bezos avait prévenu qu'il allait virer 30.000 personnes dans les emplois de bureau à travers le monde. Un nombre finalement ramené à 14.000, que son CEO, Andy Jassy, justifie par de mirobolants investissements dans l'IA et la réduction de la bureaucratie dans l'entreprise au 1,5 million de salarié·es. Des effectifs gigantesques qui ont amené Luc Frieden à relativiser le nombre de licenciements annoncé. Lors d'une tournée sur la côte ouest américaine, du 8 au 12 novembre, le premier ministre avait rencontré Andy Jassy, qui l'avait assuré de sa volonté « de renfor-

cer son partenariat stratégique » avec le Luxembourg. Mais le CEO d'Amazon se soucie peu des atermoiements d'un CEO du grand-duché qui ne demande pas mieux que de dérouler le tapis rouge aux géants de la tech. Peu importe aussi les colossaux cadeaux fiscaux accordés à Amazon pour qu'il établisse son siège européen au Luxembourg, a déploré le député Déi Lénk Marc Baum face au ministre du Travail, ce 2 décembre.

Syndicats malvenus

Pour le LCGB et l'OGBL, ces licenciements révèlent « la cupidité de l'entreprise », qui « a enregistré des bénéfices record de plus de 332 milliards de dollars » en 2024. Ils exigent « la mise en place d'un plan de maintien dans l'emploi avant tout licenciement sec », précisément ce dont Amazon ne veut pas entendre parler. Et l'entreprise n'aime guère les syndicats. Sur les 22 délégué·es du personnel élu·es en 2024, 16 l'avaient été sous la bannière « neutre ». Mais, pour la première fois, les syndicats nationaux représentatifs avaient réussi à placer des délégué·es : cinq pour l'OGBL et un pour le LCGB. Une victoire face à cette société réputée pour son opacité. « Nous sommes minoritaires et nous allons devoir négocier avec les cartes qu'on a », reconnaît Isabel Scott, de l'OGBL. « Nous attendons de voir comment nos experts syndicaux peuvent accompagner la délégation dans les discussions », abonde Maria-Helena Macedo, pour le LCGB. Les syndicats craignent que cette première vague de licenciements ne soit suivie d'autres.

Interrogé par le woxx, le groupe se montre sibyllin. Amazon « a partagé des informations avec les autorités sur les changements organisationnels que nous proposons », indique une porte-parole, qui précise que le « processus de consultation avec les représentants du personnel » a débuté. « Ces discussions renforcent notre engagement en faveur d'un dialogue constructif qui donne la priorité à nos employés », ajoute-t-elle, dans une déclaration qui n'engage à rien. « Dont acte », dirait Georges Mischo.

SHORT NEWS

L'alphabétisation en français devient possible

(fg) – La loi « Alpha », adoptée ce mercredi 3 décembre, permettra désormais aux parents de choisir la langue dans laquelle leurs enfants seront alphabétisés dès le fondamental : français ou allemand. Qualifiée de « jalon majeur dans l'histoire de l'école luxembourgeoise » par le ministre de l'éducation, Claude Meisch, cette réforme vise à rendre l'école plus égalitaire en l'adaptant à la réalité linguistique du pays. En effet, deux élèves sur trois ne parlent ni le luxembourgeois ni l'allemand à la maison, a indiqué le ministre libéral lors du débat devant le parlement. Il a rappelé que le problème de l'égalité des chances induit par l'alphabétisation est connu depuis les années 1960. L'apprentissage de l'allemand est handicapant pour nombre d'élèves dont les parents ne le maîtrisent pas et il pèse sur leurs possibilités d'accéder à des études supérieures. Au cours du débat, plusieurs député·es ont témoigné de leur propre expérience d'enfants issu·es de l'immigration, à commencer par la rapportrice DP du projet de loi, Barbara Agostino. Au moment du scrutin, 52 député·es ont voté pour, les pirates se sont abstenus, tandis que les cinq élu·es de l'ADR ont voté contre, estimant que cette loi menace l'identité luxembourgeoise. Son adoption a, au contraire, été saluée par l'ASTI qui militait en faveur de ce changement, alors qu'elle avertit sur le danger du recul du français, une langue qui « joue un rôle clé dans l'intégration » et donc dans le vivre-ensemble. Le nouveau texte entrera en vigueur à la rentrée 2026.

TFA überall: Im Wasser, Wein – und auch im Getreide

(mes) – In 16 europäischen Ländern ist die Ewigkeitschemikalie Trifluoressigsäure (TFA) in Getreideprodukten nachgewiesen worden, so auch in Luxemburg. Die NGO Pesticide Action Network (Pan Europe) hat zusammen mit lokalen Umweltschutzorganisationen, darunter der Méco, insgesamt 66 Nahrungsmittel wie Mehl, Frühstücksflocken, Nudeln und Kekse analysiert. Fazit: Die große Mehrheit (fast 82 Prozent) ist mit mindestens zehn Mikrogramm pro Kilo (µg/kg) belastet. Betroffen sind laut Analyse vor allem Weizenprodukte. Der Durchschnitt liegt bei 78 µg/kg – rund hundertmal höher als die im Trinkwasser festgestellte Belastung (woxx 1795) und weitaus mehr als der Grenzwert von 0,1 µg/kg, der für „relevante Metabolite“ wie TFA gelten soll. „Eigentlich müsste der Wert bei null liegen, denn Ewigkeitschemikalien haben nichts in den Lebensmitteln und der Umwelt verloren“, kommentierte der Méco in einem Presseschreiben. TFA ist eine wasserlösliche Chemikalie, die Jahrhunderte überdauert. Hauptquellen sind die sogenannten F-Gase und die PFAS-Pestizide, die sich zu TFA abbauen. Deren Einsatz ist in Luxemburg in den letzten Jahren gestiegen, wie eine woxx-Recherche aufdeckte (woxx 1846, „Unsichtbare Herkunft“). Die gesundheitlichen Folgen sind wegen mangelnder Daten noch ungewiss, bei Tierexperimenten sind jedoch Fehlbildungen an Augen und Skelett festgestellt worden, weshalb die EU-Chemiebehörde vorgeschlagen hat, TFA als fortpflanzungsgefährdend einzustufen (woxx 1856, „Verschleierte Risiken“). Die NGOs fordern seit Jahren Maßnahmen zur Reduktion der Belastung und zum Schutz der Gesundheit. „Jeder weiterer vermeidbarer Eintrag von Ewigkeitschemikalien in die Umwelt und Nahrungskette muss jetzt gestoppt werden“, so der Méco.

FrEsch-Verwaltungsrat entpolitisiert

(cl) – Mit der Wahl der neuen Mitglieder des Verwaltungsrats des Escher Kulturverwaltungsvereins „FrEsch“ am 1. Dezember wurde das Leitungsgremium nicht nur erneuert, sondern auch entpolitisiert. Gemäß den im Sommer abgeänderten Statuten sitzen nun keine Parteimitglieder aus dem Escher Gemeinderat mehr darin, sondern ausschließlich Vertreter*innen der Zivilgesellschaft mit Bezug zur ehemaligen Industriestadt oder zur Kulturszene sowie Beamt*innen und Angestellte der Stadtverwaltung. Grund für die Umstrukturierung waren die anhaltenden Kontroversen, bei denen insbesondere der Mangel an Transparenz, die Finanzführung von FrEsch sowie die engen personellen Verbindungen zur Stadt Esch bemängelt wurden (woxx 1785). Kritik kam unter anderem vonseiten des Künstler*innenkollektivs „Richtung 22“, aber auch aus den Reihen des Verwaltungsrats selbst: So verließ Marc Baum, Repräsentant der Escher „déi Lénk“-Sektion, das Gremium bereits im vergangenen April. Der neue Verwaltungsrat setzt sich wie folgt zusammen: Isabelle Faber (Präsidentin), Jean-Paul Espen (Vizepräsident), Tamara Da Silva (Sekretärin), David Galassi, Josée Hansen, Claudia Tavares, Bruno Thérêt und Daisy Wagner. Das Amt des*der Kassenführer*in ist derzeit noch unbesetzt.